

s'est terminée la construction d'un hôtel fort impressionnant et luxueux, situé tout près d'ici, le Skyline. Sans être spécialiste en construction, je suis persuadé que si l'on avait affecté à la construction de maisons l'argent qui a servi à construire le Skyline Hotel, on aurait pu en construire au moins 1,500 à Ottawa. Voilà le choix qu'il faudra faire si nous voulons réellement avoir des maisons. Un hôtel est-il plus nécessaire que 1,500 foyers? Ma réponse est très simple. Les maisons sont plus importantes que l'hôtel, et le gouvernement devrait se joindre aux provinces, aux compagnies de prêts et à la Banque du Canada pour l'affirmer aux entrepreneurs.

● (4.00 p.m.)

Nous devons établir des priorités faute de quoi, il serait absurde de songer à satisfaire nos besoins en matière d'habitation et à nous rapprocher du nombre de maisons nécessaires. Jusqu'ici, nous avons poursuivi, à cet égard, une politique simple. L'un des administrateurs d'une entreprise de logements publics de Toronto l'a qualifiée, il y a quelques années, de socialisme pour les riches et de libre entreprise pour les pauvres. Nous avons recouru à des mesures législatives et à des garanties du gouvernement pour fournir aux sociétés prêteuses l'assurance que leurs prêts hypothécaires aux gens à revenu modeste et élevé n'offraient aucun danger. Le gouvernement a garanti aux sociétés hypothécaires qu'elles ne perdraient pas leur argent. Mais nous n'avons pour ainsi dire rien fait pour les gagne-petit, pour ceux qui ont des familles nombreuses. Il y a environ 50,000 logements sociaux au Canada alors qu'il nous en faudrait 500,000 ou plus. En portant le taux d'intérêt à 8¼ p. 100, le ministre, de fait, dit: «Nous n'aiderons pas à financer les maisons des gens à revenu moyen».

A Toronto, un homme doit gagner au delà de \$8,000 par année pour avoir droit à un prêt hypothécaire aux termes du règlement établi par le gouvernement. A Winnipeg, ville dont je viens, le montant est de \$6,500. Le ministre du Travail devrait savoir que la plupart des ouvriers à Winnipeg ne gagnent pas \$6,500. Le ministre a écarté la majorité des Canadiens.

Même si nous construisons les 170,000 maisons que le Conseil économique estime être requises—et je présume que nous ne le ferons pas—et même si nous bâtissons, dans les deux ans, les 190,000 habitations dont on aura alors besoin chaque année, nous aurons, en fait, construit ces habitations pour ceux qui en ont précisément le moins besoin, pour ceux qui peuvent le plus facilement s'en tirer par leurs propres moyens. Voilà le résultat de l'initia-

tive du ministre. L'honorable député d'Antigonish qui a pris la parole avant moi a fait une citation tirée de la Bible qu'on devrait appliquer à ce gouvernement et à sa politique de l'habitation. «On donnera à celui qui a». Telle est précisément la politique de l'habitation que pratique ce gouvernement.

Pour résoudre la crise du logement, le gouvernement devrait adopter un système de priorités. Il devrait dire aux constructeurs et aux spéculateurs que nous pouvons nous passer d'un certain nombre d'hôtels de luxe et de la prolifération ininterrompue des supermarchés; que la main-d'œuvre et les matériaux prévus pour ces derniers au cours des deux années qui vont suivre trouveraient un emploi plus judicieux dans la construction d'habitations. Voilà ce que le gouvernement devrait dire.

Si le ministre refuse d'entendre de pareilles propositions énergiques—et je suis sûr qu'il n'en fera rien, étant un grand admirateur de la libre entreprise et du marché public qui résoudreont, pense-t-il, la crise du logement—il devrait au moins tenir compte des propositions du *Star* de Toronto. Ce journal propose au gouvernement d'absorber environ 3 p. 100 du taux d'intérêt des hypothèques. D'après ce journal, si le gouvernement consentait à affecter 300 millions de dollars de plus à l'habitation, la subvention n'atteindrait qu'à peu près 9 millions par année. Je dis à l'opposition officielle, qui s'inquiétait des dépenses gouvernementales, et au ministre du Travail que ces 9 millions seraient dépensés à bon escient. Cela aiderait à fournir des maisons à des centaines de milliers de gens dont le revenu n'est certes pas modeste, qui n'ont pas besoin de logements sociaux ou subventionnés, mais qui auraient les moyens d'acheter leurs propres maisons si les politiques absurdes auxquelles le gouvernement actuel a permis de s'implanter étaient abandonnées. Dans un éditorial vendredi dernier, le *Star* de Toronto déclare ceci: «Nous subventionnons le charbon, pourquoi pas le logement?». Le ministre devrait expliquer pourquoi le gouvernement ou les Canadiens ne peuvent se permettre de subventionner le logement, un des besoins fondamentaux de la population.

J'ai dit que je mentionnerais certaines mesures que nous devrions adopter.

M. Forrestall: Le député aurait besoin d'être éclairé sur la question.

M. Orlikow: Étant donné l'apport de l'opposition officielle au cours des deux derniers jours, il serait souhaitable que le député d'Halifax s'abstienne de faire pareilles remarques. Je prétends que l'opposition officielle a déjà suffisamment démontré son ignorance et sa stupidité.